



RESTRUCTURATION DE L'AFRIQUE MEDIANE FACE A LA GEOPOLITIQUE D'INTERCONNEXION

Marguerite MBELU MASENGO¹

Alexis BANAYI LUSHIKU²

Université de Kisangani

Résumé : Cet article analyse les mutations géopolitiques et géoéconomiques qui transforment l'Afrique médiane dans un contexte mondial marqué par l'interconnexion des territoires, des infrastructures et des marchés. Il montre que cette région, longtemps considérée comme périphérique dans les dynamiques internationales, devient progressivement un espace stratégique en raison de sa position géographique centrale, de ses ressources naturelles et de son potentiel de connectivité régionale. L'étude met en évidence le rôle des corridors de transport, des réseaux énergétiques, des infrastructures numériques et des projets d'intégration régionale dans la restructuration des espaces politiques et économiques. Elle souligne également que les nouvelles logiques d'interconnexion redéfinissent les rapports de puissance entre États, favorisent l'émergence de nouvelles alliances et renforcent les rivalités géostratégiques autour du contrôle des ressources et des axes de circulation. L'article insiste sur les défis auxquels l'Afrique médiane demeure confrontée, notamment l'instabilité politique, les conflits transfrontaliers, la faiblesse des institutions régionales, les inégalités territoriales et la dépendance extérieure. Toutefois, il montre que ces contraintes peuvent être transformées en opportunités grâce à une gouvernance régionale renforcée, à la coopération transfrontalière et à des politiques d'intégration adaptées aux réalités locales. En conclusion, l'auteur soutient que la restructuration de l'Afrique médiane ne peut être comprise uniquement à travers les dynamiques internes des États, mais doit être analysée à l'échelle des réseaux d'interconnexion mondiaux et régionaux. L'avenir de la région dépendra de sa capacité à maîtriser ces nouvelles dynamiques géopolitiques afin de construire un espace intégré, stable et compétitif.

Mots-clés : Restructuration, Afrique Mediane, Geopolitique, Interconnexion, etc.

Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.20171931>

INTRODUCTION

La structuration de l'Afrique médiane remonte bien avant les indépendances. Le projet de la « Mittelafrika » est très ancien dans les plans géopolitiques allemands. L'irruption de l'Afrique Médiane dans le(s) discours en tant que projet géopolitique remonte vers la fin du XIXe siècle. Il faut en effet, revisiter la période « quand l'Allemagne pensait le monde »³, c'est-à-dire à celle qui coïncide avec « la course aux clochers » qui atteignit son paroxysme en 1884-1885 avec la conférence de Berlin pour saisir le point de départ de la construction de cet espace

¹ Assistante à la faculté Sciences Politiques et Administratives, Département des Relations internationales de l'Université Officielle de Mbuji-Mayi.

² Substitut du Procureur de la République près le Tribunal de grande instance de Mbuji-Mayi.

³ KORINMAN Michael, *Quand l'Allemagne pensait le monde. Grandeur et décadence d'une géopolitique*, Paris, Fayard, 1990. pp.12-57

géopolitique qui sera considéré plus tard comme troisième « espace pivot » dans la théorisation géopolitique de John MACKINDER⁴. Les tentatives de sa structuration à travers l'intégration coloniale et post coloniale au tour des organisations régionales et sous régionales s'explique en trois moments dont le premier moment de l'intégration est antérieur à l'indépendance des Etats africains puisqu'il commence à l'époque coloniale, notamment dans les colonies françaises regroupées, en deux grands ensembles politico-économiques : l'Afrique occidentale française (AOF) l'Afrique équatoriale française (AEF) dont les Etats de l'Afrique médiane se retrouvaient dans l'Afrique équatoriale française qui regroupait le Gabon, l'Oubangui Chari, actuelle RCA, le moyen Congo et le Tchad. Elle s'accomplissait essentiellement par les traités de paix, d'amitiés et de commerce. L'émergence tous azimuts d'institutions régionales après les indépendances qui constituent le deuxième moment dans la dynamique de l'intégration économique sur les continents et dans la région de l'Afrique médiane, les Etats étant conscients de leurs faiblesses, tentent d'y remédier en s'associant pour former des ensembles plus larges et plus efficaces. On assiste alors à une véritable prolifération des organisations régionales. Les Etats de l'Afrique médiane se retrouvent tous autour de l'organisation de l'unité africaine et autour des organisations régionales consacrées à l'intégration régionale comme la CEAC et la CEMAC dont ils font partie intégrante jusqu'à nos jours. Le troisième moment de l'intégration est à cheval sur les années 1980 et 1990. Il s'explique d'abord par la faiblesse des résultats des initiatives précédentes. En réponse à ces faiblesses les Etats pensent à des initiatives et des plans. On peut retenir trois d'entre eux. Le premier est le plan d'action de Lagos pour le développement de l'Afrique : 1980-2000. Le deuxième est le programme de redressement économique en Afrique (PPREA) adopté en 1985 par l'OUA et le troisième est le traité d'Abuja sur les communautés économiques africaines (CEA) datant de 1991.

YVES LA COSTE, localise l'Afrique médiane comme toute la partie du continent africain qui s'étend de l'océan Indien à l'atlantique, depuis le Cameroun et les pays du hauts-Nil au nord jusqu'aux pays du Zambèze et aux savanes d'Angola⁵.

L'Afrique médiane, une région modeler par rapport à l'Afrique centrale, l'Afrique du nord, l'Afrique du sud, l'Afrique de l'Est. L'écartement de la région pose un problème de son développement et de son intégration et elle est composée des quinze Etats qui sont : La RDC, la RCA, le Cameroun, Sao tomé et principe, Guinée équatoriale, Gabon, Burundi ; Tanzanie, Rwanda, Kenya, Angola, soudan du sud, Congo Brazzaville, Zambie, Ouganda.⁶ Elle abrite des communautés économiques régionales qui regroupent d'autres CER qui ne font pas partie intégrante de la région ; tel est le cas de Sao-Tomé-Et-Principe tiré par le Nigeria vers l'Afrique de l'ouest, du Rwanda et du Burundi assimilés à des pays de la région orientale et de la RDC attirée par l'Afrique du sud vers la SADEC en raison de divers enjeux, l'Afrique médiane est donc un ensemble difficile à définir et à délimiter, tant elle regroupe des espaces à géométrie variable. Il est possible de réfléchir à quelques alternatives sur le modèle géo économique actuel, ainsi que sur la propre logique des pôles, celles-ci ayant été présenté, la dynamique du jeu socio-économiques dépend d'avantages des perceptions des réalités du virtuel que du réel. Le mode est structuré au tour des différents pôles de puissances. Henry Kissinger définit cinq pôles de puissances donc le USA, la Chine, le Japon, l'URSS, l'Europe, Pas parce qu'ils sont grands, mais puisqu'ils assurent la première place de la production industrielle mondiale, ils ont ce que l'on appelle une puissance complète ; ils occupent le premier rang dans de nombreux secteurs économiques, politique, industriels, culturels et réunissent les facteurs actuels de puissances⁷. Selon les critères actuels de la puissance par rapport aux critères traditionnels l'Afrique présente quelques pays émergents au niveau continental comme l'Afrique du sud (Afrique australe) le Nigeria (Afrique de l'ouest) l'Algérie et l'Égypte (Afrique du nord) puis l'Angola (Afrique centrale). Ces Etats s'affichent capables d'avoir un rayonnement continental grâce à des réformes internes, la montée du PIB et autres leurs multiples ressources démographiques, économique, politique, diplomatiques ... Et ce, malgré les imperfections. De son côté le Maroc

⁴ KORINMAN Michael, *Op.Cit*, p.36

⁵ YVES LA COSTES « Géopolitique d'une autre Afrique médiane » *Hérodote*, revue de géographie et géopolitique n° 86 / 87, p.1

⁶ AUGUSTIN MANGEMOSI, « La Nouvelle Géopolitique de l'Afrique médiane : la quête congolaise d'une nouvelle vision globale de la géopolitique de l'Afrique médiane Ed Universitaires Européennes I.P.R.I.S. Kinshasa, 2016. p.3

⁷ BONIFACE PASCAL, « les relations internationales pour tous, comprendre le monde » Arman Collin, 2015, p.30

se distingue par rapport aux autres pays de la région MENA, par les atouts qui le qualifie d'intégrer le club des émergents⁸.

Malgré ce progrès dans certaines sous-région, les Etats d'Afrique médiane écartelés entre l'Afrique du nord, l'Afrique de l'ouest, l'Afrique de l'Est, présente un retard dans plusieurs domaines de la vie nationale du fait de la multiple appartenance à des regroupements économiques régionale, des guerres, des troubles, des catastrophes qui gangrène cette partie du continent africain et cela depuis les indépendances. Les Etats comme l' Angola, la RDC ; le Cameroun le soudan du sud , la Tanzanie ; le Rwanda tentent de se reconstruire pour s'ériger en Etats pivots , c'est ici que ressort l'importance de sa recomposition par l' interconnexion régionale passant par l'implication des acteurs étatiques et non étatiques , incluant la création des pôles industriels , économiques, technologiques ... tout en capitalisant les ressources du sols et du sous-sols, ses énergies renouvelables et non renouvelables , sa démographie, ses espaces verts , son capital humain. A travers des nombreuses illustrations, on trouvera des Etats qui affichent les ambitions diverses dans la redéfinition du leadership régional (Angola, Rwanda, le Burundi, la guinée équatoriale)⁹. La reconfiguration de l'Afrique médiane en continuum hégémonique américain donne une place importante à ces deux pays (Rwanda, et Burundi) Kampala apparaît comme un pôle distributeur des logiques de ruptures conflictuelles et de recompositions de pouvoirs. (Son impact dans la restauration de la paix en RDC). Les repositionnements sous – régionales et les mutations politico-idéologiques de la fin des années 1990 ont permis à l'Angola de se positionner comme puissance régionale du fait de ses succès militaires dans les deux Congo en 1997, Ces atouts frontaliers et naturelles fait de l'Angola un centre de gravité de la nouvelle géopolitique en Afrique médiane faisant d'elle un pôle de puissance économique de l'Afrique médiane en recomposition¹⁰. Comme on peut le constater, la restructuration de l'Afrique médiane dans sa géopolitique d'interconnexion s'inscrit dans une logique des reconfigurations régionales profonde et complexe. De ce fait, elle doit être soutenue par des procédures méthodologiques adaptées.

1. Problématique et hypothèses

La restructuration de l'Afrique médiane ; réside dans la tension entre la nécessité d'intégrer ce cœur géographique par des infrastructures modernes et le risque de voir ces connexions renforcer des logiques d'extraversion ; de prédation des ressources et d'ingérence étrangère, plutôt qu'un développement endogène. Cette région stratégique par sa richesse en matières premières et sa position charnière, est en train de passer d'un modelé d'enclavement colonial à une ouverture forcée via des nouveaux corridors. Les projets d'interconnexion visent à relier les centres de productions aux zones côtières. Une reconfiguration des enjeux sécuritaires, ou les anciennes zones tampons deviennent des zones de compétition. La coopération régionale reste minée par les conflits sous régionaux, les ressources consacrées au maintien de la paix plutôt qu'au développement, entravent la création des chaines de valeur locales. Cette grille d'analyse nous conduit à une question principale :

➤ Pourquoi la restructuration et pour quel but ?

De manière provisoire, notre hypothèse est formulée de la manière suivante : parce qu'elle passe par une déconstruction reconstruction de l'Afrique médiane post-conflit et postcolonial qui vise à passer d'un modèle hérité a un nouveau paradigme souverain, durable, et décentralisé. La déconstruction est ce processus de démantèlement des structures coloniales et post- coloniales inefficaces. Cela implique une remise en question du modèle macro-économique centralisé, et la rupture avec les systèmes de gouvernance corrompus qui ont longtemps déstabilisé la région. La reconstruction repose sur les reformes institutionnelles et économiques. Elle implique la création d'Etats efficace et décentralisé, la mise en place des nouvelles perspectives financières, une rigueur budgétaire, et la restauration de la paix par les mécanismes endogènes. Le but est de faire de l'Afrique médiane un

⁸ SIMON EKANZA, *l'Afrique et le défi du développement*, l'Harmattan, 2014, p.18

⁹ BRAECKMAN C., *les nouveaux prédateurs, politique de puissances en Afrique centrale*. Paris, Fayard, 2003, p.24

¹⁰ NTUMBA EBODE J., *La redistribution de la puissance en Afrique médiane CEMAC : la nouvelle configuration des alliances sous régionales*, in *Ewangué Jean Lucien, Enjeux géopolitique en Afrique centrale*, Paris, l'Harmattan, 2009, pp.45-53

pivot stratégique grâce aux désenclavements des pays de la région, tout en renforçant leur souveraineté et maximiser leur insertion dans la mondialisation. Il s'agit d'une recomposition géoéconomique cherchant à faire de l'Afrique médiane un acteur souverain en misant sur la connectivité physique et technologique pour briser le modèle extractiviste colonial.

1. Objectif

L'objectif dans cette analyse est de mettre en lumière le processus de restructuration de l'Afrique médiane pour une interconnexion régionale.

2. Méthodologie

Pour vérifier nos hypothèses nous avons fait recours à l'approche constructiviste qui met en lumière le rôle des idées, des identités et des normes dans la reconfiguration de cet espace, au-delà des simples facteurs matériels (ressources, infrastructures) elle analyse comment cet espace se construit socialement entre tensions et liaisons, plutôt que d'être une donnée géographique figée. La restructuration de l'Afrique médiane n'est pas prédéterminée, mais dépend de la capacité des acteurs de la sous-région à faire émerger de normes de coopération, une identité commune et une vision souveraine face aux flux de la mondialisation.

1. Histoire de la structuration de L'Afrique médiane

L'histoire de la structuration de l'Afrique médiane, s'est construite sur la construction de l'héritage colonial, et des ajustements structurels imposés vers les années 1980, marquée par une intégration boiteuse, cette sous-région a besoin d'une reconstruction et une réforme à l'interne pour booster plusieurs secteurs vu ces potentiels¹¹

- L'Afrique médiane coloniale

Dès la fin du XIXe siècle, l'irruption de l'Afrique médiane en tant que projet géopolitique marque l'apogée de l'expansionnisme européen, le rêve du chancelier allemand Bismarck de réactualiser le projet de « mittelfrika » ou « Empire centre africain » ce fut au grand jour. Ce projet hostile à l'entreprise coloniale au nom d'une certaine satisfaction que procurait la réalisation de l'unité allemande, répondait en partie à la stratégie coloniale allemande. Il faut en effet, revisiter la période « quand l'Allemagne pensait le monde »¹² ; c'est-à-dire à celle qui coïncide avec « la course aux clochers » qui atteint son paroxysme en 1884-1885 avec la conférence de Berlin pour saisir le point de départ de la construction de cet espace géopolitique qui sera considéré plus tard comme troisième « espace pivot » dans les théorisations géopolitiques de John MACKINDER. N'kum A. NDUMBE III pense que les territoires constitués de l'AEF, le Congo belge, le Nigéria et le Kamerun forment la « Mittelfrika » allemande¹³. Angela MEYER fait remarquer que le projet de la Mittelfrika donna lieu dès 1882 à la conception de plusieurs modèles de cet espace. Le théologien Matthias ITTAMEIER proposa par exemple une Afrique centrale équatoriale (équatoriales Mittelfrika) qui s'étendrait de la province de l'Adamaoua au Cameroun jusqu'à Tanganyika. Ce modèle influença par la suite Carl PETERS dans sa conception de Afrika Deutschindien, (l'Inde allemande de l'Afrique), espace allant des sources du Nil jusqu'au fleuve Sambesi. Le modèle de Wilhelm Heinrich SOLF, secrétaire d'État au ministère colonial, reçut cependant le plus d'attention et servit de base à la politique expansionniste allemande menée à partir de 1914. Selon ce concept, la Mittelfrika devait inclure les territoires de l'actuel Angola, le nord du Mozambique, le Congo belge avec ses mines de cuivre de Katanga, ainsi

¹¹ BRAHIM ELMORCHID, Ajustement des réformes en Afrique : la condition d'un développement réussi, Codestria, [http // publication. codesria.org](http://publication.codesria.org) publié 24/ nov./2010. Consulté le 28 Février 2026, p.54

¹² KORINMAN Michael, Quand l'Allemagne pensait le monde. Grandeur et décadence d'une géopolitique, Paris, Fayard, 1990. Ce projet a été au départ rejeté par le pouvoir central allemand de l'heure détenu par le Gouvernement du Chancelier BISMARCK ; ce dernier était très hostile à l'entreprise coloniale au nom d'une certaine « satisfaction » que procurait la réalisation de l'unité allemande et cela, au grand regret de RATZEL, grand initiateur et maître penseur de ce vaste projet géopolitique.

¹³ DUMBE III N'kum A., *Hitler voulait l'Afrique. Le projet du troisième Reich sur le continent africain*, Paris, l'Harmattan, 1980, pp.56-98

que les possessions françaises en Afrique Centrale, à savoir le Tchad, l'Oubangui-Chari (l'actuelle République Centrafricaine), le Gabon et le Moyen Congo¹⁴. Pendant même la colonisation les impérialistes créèrent des vastes domaines d'influence liés par la continuité géographique, c'est ainsi que l'Allemagne avait fait de l'Afrique médiane un espace intégré pour ces besoins économiques et expansionnistes¹⁵. C'est toujours pendant la colonisation qu'il y a eu la création de la fédération en 1910 visant à structurer l'administration française face à la présence allemande, elle regroupait le Gabon, le moyen Congo, l'Oubangui-Chari et le Tchad avec Brazzaville pour capitale avec une administration centralisée et hiérarchisée sous la gouvernance de la métropole¹⁶. Ça veut dire que l'Afrique médiane a subi son intégration pendant qu'elle était colonisée.

- L'Afrique médiane post- bipolaire

La rivalité entre les deux grandes puissances n'a pas affecté seulement l'Afrique, mais l'Afrique médiane a connu un moment critique, ne sachant pas sur quel pied, certains pays avaient perdu le repère, donc les conséquences sont palpables jusqu'au jour d'aujourd'hui. Les profondes restructurations géopolitique caractérisée par la fin des soutiens automatiques des superpuissances et une instabilité chronique est le reflet de l'Afrique médiane post bipolaire. Elle est surtout marquée par des mutations politiques et géopolitiques. L'émergence des puissances régionales apparaît ainsi comme la conséquence logique. La recomposition de l'Afrique médiane à travers la nouvelle rivalité russo-américaine a été au centre des manœuvres multiples, camouflées dans les interventions extérieures dans les conflits armés (Région des Grands Lacs, Congo, Angola). A travers les différentes périodes de l'histoire, succinctement présentées, l'Afrique médiane a été au centre des convoitises des puissances. Réécrire l'histoire de cette période paraît certes complexe, mais importante pour éclairer les enjeux des rivalités actuelles dans la sous- région d'Afrique médiane, théâtre du grand jeu des puissances.¹⁷ Depuis la fin de la guerre froide, la perception de la sécurité s'articule désormais autour des questions géostratégiques et politiques. Au lendemain des indépendances africaines, c'est la défense des intérêts des démocraties occidentales, menacés par l'offensive communiste, et donc la vision occidentale de la sécurité en Afrique, qui avait conduit à l'interruption brutale et paradoxale du premier processus de démocratisation de l'Afrique noire. Loin de susciter la libéralisation des économies africaines afin de les rendre compétitives, les puissances occidentales étaient plus aveuglées par leurs enjeux géostratégiques et donc par leur sécurité. L'analyse de la dynamique américaine et chinoise dans le golfe de Guinée aujourd'hui par exemple permet d'observer que la représentation des grandes puissances en Afrique médiane est également organisée autour de leurs rivalités pour un accès privilégié aux ressources pétrolières et énergétiques des pays de cette sous-région. Un autre versant de cette approche analyse la conflictualité en Afrique médiane sous le prisme du néocolonialiste. Pour assurer leurs besoins en ressources naturelles et minières, les grandes puissances tentent d'installer à la tête des gouvernements africains qui leur sont favorables.¹⁸ La fin de la guerre froide a entraîné un effondrement des systèmes étatiques faisant passer la région d'une logique de conflits par procuration à une crise de souveraineté et de territorialité¹⁹.

- L'Afrique médiane Globalisée

L'insertion de l'Afrique médiane dans la globalisation est contrastée principalement centrée sur l'exportation de matières premières vers les marchés mondiaux, elle est un espace majeur pour l'approvisionnement en ressources

¹⁴ GRÜNDER Horst, *Geschichte der deutschen Kolonien*, Paderborn, Schöningh, 1991, Cité par MEYER Angela, *L'intégration régionale et son influence sur la structure, la sécurité et la stabilité d'États faibles. L'exemple de quatre États centrafricains*, Thèse de Doctorat en Science Politique, Institut d'Études Politiques de Paris, 13 décembre 2006, pp.207-208

¹⁵ JULES K. et LUDOVIC BORIS, *Mittelfrika, et la première guerre mondiale (1890-1918)* in *Academia.edu* <https://www.academia.edu>, pp.2-34

¹⁶ Eboué, F., *la nouvelle politique indigène pour l'Afrique équatoriale française*, Paris, office français d'Édition, 1941, pp.140-156

¹⁷ NGODI, E., *L'Afrique centrale face à la convoitise des puissances : De la conférence de Berlin à la crise de grands lacs*, l'Harmattan, Paris, 2010, p.10

¹⁸ Zaidi Laidi, 1993, *L'ordre mondial relâché. Sens et puissance après la guerre froide*, Paris, PFNSP, pp.14-56

¹⁹ MWAYILA, T., *Questions Africaines post bipolaire*, l'Harmattan, Paris, 2016, pp.12-20

énergétiques. On observe une réorientation des relations commerciales, notamment avec la Chine, qui intervient fortement dans les infrastructures en échange de ressources. L'Afrique médiane est un espace de « mondialisations disjonctives », opérant aux interstices des cadres juridiques et politiques internationaux. Elle est à la fois actrice (exportatrice) et spectatrice (faible transformation locale) de sa propre globalisation, confrontée à la nécessité de diversifier ses économies²⁰. Le processus d'intégration aboutit à la création des richesses qui se propagent d'autant plus facilement d'un pays à l'autre, que tous les secteurs tissent des réseaux de relations intégrées et viables. Ceci implique l'abolition des barrières nationales dans les transactions économiques entre les Etats membres de l'espace régional. Cette globalisation est plus remarquable avec la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) qui est actuellement en vigueur et composée de six pays : Cameroun, Centrafrique, Congo, Guinée Equatoriale, Gabon et Tchad.²¹ L'Afrique médiane est intégrée dans le cadre l'exploitation de matières premières, elle est structurée par la CEEAC, et la CEMAC visant l'intégration économique des pays de la région pour un marché le reliant aux échanges régionaux et mondiaux.

Si la globalisation est favorisée par l'ouverture croissante des économies au regard des règles de l'OMC, cependant, elle est marquée par l'intensification de l'intégration économique régionale entre des pays voisins géographiquement mais aussi et surtout entre des pays développés et des pays en développement. C'est le cas notamment de l'ouverture des négociations d'un accord de partenariat économique entre les pays de la CEMAC et l'Union européenne en septembre 2003. Ces négociations devraient aboutir au plus tard fin 2007 à un accord de libre-échange. Le rôle du secteur privé local consiste à stimuler l'esprit d'entreprise en favorisant la promotion des petites et moyennes entreprises performantes et compétitives produisant pour un marché mondial élargi. Ce développement ne peut se généraliser que si une « culture d'entreprise » voit le jour et joue un rôle qui favorise la croissance économique et sociale équilibrée autour d'un secteur privé dynamique. Il va sans dire que les retombées positives d'un marché élargi telles que les gains de productivité, la mobilité des facteurs ou l'accroissement des échanges intra régionaux consolident le processus d'intégration sous régionale.²² La mondialisation est un défi lancé à l'humanité tout entière : ou bien se renouveler et s'adapter aux enjeux du futur, ou bien se coucher et mourir. Or, aucune civilisation ne peut se renouveler et s'adapter, si elle ne se réapproprie pas sa propre modernité (sa propre histoire, sa propre culture, son propre projet de société démocratique). Et ce, d'autant plus que la mondialisation est un marché, certes inégal, mais vivant « du donner et du recevoir », pour paraphraser L. S. Senghor. En décidant d'y aller les mains vides, l'Afrique noire ne peut que rentrer bredouille. En outre, si l'Afrique noire se réapproprie sa propre modernité politique réinventée, dans le dialogue et l'ouverture aux apports positifs d'autres civilisations, elle ferait de l'Etat cosmopolite ou République post-nationale le modèle idéal typique de l'innovation politique au cours du 21ème siècle qui se profile à l'horizon. Car, fondé sur le dialogue des cultures et des peuples au sein d'une même communauté politique, ce type idéal pourrait correspondre, aussi bien à l'itinéraire des nations sociologiques dites ethnies (Afrique noire, Balkans) qu'à celui des nations juridiques ou étatiques (le cas de l'Union européenne).

2. Recompositions internes en Afrique médiane.

Les recompositions internes sont des mutations et bouleversements observés en Afrique médiane. Les stratégies de leadership qui apparaissent complexes sont liées aux jeux de puissance régionale. La dynamique interventionniste s'inscrit dans la volonté de pacification et de stabilisation des équilibres internes. Il s'agit en quelque sorte des stratégies d'affaiblissement des résistances armées dans la sous-région, de rationalisation de légitimation de la transgression des frontières et de défense des intérêts vitaux. Les remodelages des alliances politiques et militaires dans le conflit en RDC, l'exploitation des matières premières par les pays alliés (Zimbabwe, Angola, Namibie) et le soutien sans contexte des rebellions congolaises sont autant de manipulations externes en

²⁰ ABDELALI NACIRI, L'Afrique et les défis du XXI^e siècle : reconnexion de l'Afrique à l'économie mondiale, Sénégal, in *Codesria* 2016, Article, pp.91-98

²¹ CEMAC : Vers une économie régionale intégrée et émergente, programme économique régional, Volume 1, Rapport fin, Octobre 2009, pp.74-88

²² D'après le document contextuel publié par l'ECDPM en Mars 2017, disponible sur : www.ecdpm.org/pedro/backgroundpapers, p.3

RDC, Tchad.) Et d'intervention des puissances régionales. La puissance entre dans l'environnement conflictuel pour y imposer un nouvel ordre et modifier les recompositions internes. Les puissances régionales sont considérées comme des nouveaux gendarmes africains ou «nouveaux prédateurs» pour reprendre l'expression de Colette Beckmann²³. L'absence de sécurité laisse la voie ouverte à des alliances²⁴, aux restructurations des positions de puissance, à la fortification des groupes et réseaux privés (communautaires, affairistes ou symboliques d'appartenance)²⁵, à l'intensification des conflits et à la fragmentation des élites. La violence demeure de ce fait comme mode de production du pouvoir et de la domination, un moyen de sécurisation économique, un circuit d'ascension politique, de recomposition des élites et de redistribution du pouvoir²⁶. Ce qui fait transparaître le cycle de l'instabilité et de désintégration de violence. L'engouement récent des puissances régionales en Afrique est en partie lié à l'enjeu des matières premières. L'enjeu géopolitique des sociétés minières internationales en RDC témoigne la convoitise suscitée par les ressources naturelles. L'effondrement des Etats en Afrique centrale laisse place à l'instabilité, le chaos, le désordre politique, la montée en puissance des activités criminelles, l'émergence de nouveaux acteurs et la planification des violences dans le champ politique. Le cas typique de l'Afrique médiane est transposable aux autres régions de l'Afrique (Afrique de l'Ouest, Afrique de l'Est, Afrique australe). La construction de l'Etat en Afrique médiane nécessite la volonté de tous. L'appui de la communauté internationale, des partenaires étrangers, des Africains eux-mêmes semble nécessaire. Les agendas cachés des puissances régionales devenues nouveaux gendarmes africains doivent être dévoilés. Les conflits de la sous-région ont favorisé l'émergence de nouvelles voies économiques et de nombreux Etats africains affichant des ambitions et des stratégies de puissance et d'hégémonie²⁷.

3. La déconstruction reconstruction de l'Etat en Afrique médiane.

La déconstruction reconstruction est un processus complexe, marqué par des crises structurelles, des conflits armés et une quête inachevée de souveraineté. Ce phénomène postcolonial alterne entre l'effondrement des structures néo-patrimoniales et des tentatives de refondation de la gouvernance. La déconstruction est souvent liée à l'échec de la transplantation de l'Etat-nation moderne. Les frontières artificielles ont hérité de structures fragiles, incapable de gérer la diversité hétérogène. L'Etat a souvent écloué à se transformer en un Etat-providence, se caractérisant par une mauvaise gouvernance, la corruption, et un endettement massif. La reconstruction se concentre sur le renforcement des capacités, la souveraineté économique et la réhabilitation des infrastructures de base. Les efforts tournés vers le développement de zones transfrontalières pour transformer les foyers de tensions en pôles de stabilité, notamment via des organisations régionales comme la CEEAC. Il s'agit de repenser la légitimité du pouvoir à travers une meilleure inclusion politique et la résolution de conflits socio-économiques. La dite reconstruction dans ce cas réconcilie l'héritage traditionnel, les valeurs modernes et les exigences de la souveraineté économique face à des influences extérieures persistantes. Elle passe par la transparence et la redistribution des richesses.

Certains doctrinaires parlent de la refondation de l'Etat, considérant l'Etat en Afrique comme un Etat importé qui sème de l'insécurité car il n'a ni légitimité, ni monopole réel de la violence²⁸. L'Etat postcolonial copie le modèle westphalien européen : frontière, drapeau, armée, sans substance sociologique : pas de nation, pas de contrat social. L'Etat vis des rentes extérieures moyennant les aides et les appuis diplomatique, sur les ethnies, les églises, milice, il n'a pas besoin de citoyens pour sa survie avec comme conséquence le délaissement et le manque de la protection de la part de l'Etat, transformant la fonction publique en patrimoine privé, l'administration prédatrice au lieu d'être protectrice. L'insécurité est devenue un mode de gouvernement. Les doctrinaires comme Mwayila propose de

²³ BRAECKMAN, C., *Op.Cit*, p.29

²⁴ BADIE B. et BIRNBAUM P., *Sociologie de l'Etat*, Paris, Editions Hachette, 1983, p.89

²⁵ BADIE B. et SMOUTS M.C., *Le retournement du monde. Sociologie de la scène Internationale*, Paris, Editions Dalloz, PFNSP, 1995, pp.14-15

²⁶ ZARTMAN I.W., *L'effondrement de l'Etat. Désintégration et restauration du pouvoir légitime USA, Colorado*, in *Nouveaux Horizons*, 1995, p.31

²⁷ NGODI Stanislas, « Ressources géostratégiques et rivalités des puissances en Afrique centrale », Mémoire de DEA, Université Marien Ngouabi, 2004, pp.8-19

²⁸ MWAHILA TSHIYEMBE, *L'Etat facteurs d'insécurité en Afrique*, Paris, in *Présence Africaine*, 1990, p.23-34

réinventer l'Etat, passé de l'Etat-nation à l'Etat multinational, reconnaître juridiquement que plusieurs nations cohabitent dans un Etat et la démocratie africaine sera consociative ou ne sera pas. Mwayila propose quatre piliers de l'Etat multinational.

- Fédéralisme identitaire, régions fondées sur base historico linguistiques.
- Citoyenneté à étages, double citoyenneté : ethno-régionale et nationale
- Démocratie consociative ;
- Armée républicaine.

4. Construction de l'identité sous régionale et souveraine

Le défi lancé par l'Histoire de la Région des Grands Lacs Africains est très redoutable. Il est acquis que les États-Unis, les grandes puissances européennes et la Chine se livrent une véritable bataille d'intérêts. Dans cette contestation du leadership des États-Unis par les puissances émergentes comme l'Inde, le Brésil, l'Indonésie, l'Afrique du Sud, la Turquie dans le sillage direct de la Chine, les États de cet espace africain lacustre ont le plein intérêt de réécrire leur propre « Histoire » fondée sur une Identité transfrontalière régionale commune. Cette identité régionale commune se définit comme une solidarité de combat forgée par l'expérience de la lutte à la crise actuelle dans la région, une même détermination de s'unir pour faire face à la menace d'impérialismes toujours présents en dépit des indépendances politiques acquises qu'il faut consolider. Elle représente une unité organique plus forte dont les membres partagent au-delà de leurs frontières un large accord ou ont au moins des intérêts communs en matière de sécurité et de développement²⁹. C'est pourquoi Nous avons ici deux groupes : l'élite politique « Vassalique » ou marionnette au service de ses Seigneurs « Colons », et enfin, les peuples et l'élite scientifique régionale engagée qui souhaitent l'intégration économique comme conséquence de la construction d'une identité commune. Soixante-deux ans après leur indépendance, la situation que traversent les peuples de la région demeure déplorable. Des plans de développement ne cessent de foisonner qui veulent « redresser » le sort de ces populations, ces misérables ou ces mal-aimés de la société. De la détresse intellectuelle de l'élite politique à la sclérose des institutions, cette décadence s'est installée partout : dans nos mœurs, dans nos conduites, dans nos attitudes devant la vie. Les États de la Région dépérissent et se meurent. Au fil de leur agonie se profile la mort toute proche de leurs identités. L'un des signes avant-coureurs de cette marche funèbre de nos États est tout particulièrement la détérioration de la sécurité régionale, c'est-à-dire les crises sociopolitiques répétées, les guerres cycliques et d'agression, les conflits ethniques, la pauvreté chronique, etc. Et Ahadi Phidias M de renchérir : « il nous faut en rallumer la flamme. Cette responsabilité, elle est à nous tous. Nous devons l'assumer et entrer dans l'histoire de l'humanité en homme libre et conscient de son avenir, car l'histoire humaine n'est qu'à ses débuts, et elle appartiendra à ceux qui décideront d'y entrer glorieusement et avec grande détermination »³⁰.

5. Les politiques d'ajustement structurel en Afrique médiane

Les politiques d'ajustement structurel sont révélatrices de l'échec de trois décennies de stratégies pour le décollage économique de l'Afrique médiane. « Restituées dans la longue durée, les sociétés d'Afrique médiane connaissent donc une triple rupture : celle d'une économie de traite postcoloniale spécialisée dans des produits primaires, celle d'une économie administrée ou prédominant des logiques rentières et celle enfin des économies communautaires ou s'imposent des dynamiques redistributives. D'où la mise en place, depuis les années 1980, de politiques de libéralisation impulsées de l'extérieur, qui visent à introduire un assaisonnement financier et une rationalité économique dans l'allocation des ressources »³¹. L'analyse des politiques d'ajustement structurel en Afrique, à

²⁹ MUGALU SADIKI J.B., Héritage colonial et construction de l'identité commune dans les États de la région des Grands Lacs Africains : Une thérapeutique à la crise régionale, Projet de Thèse doctorale, Faculté de Management International, Département des Sciences politiques et Sociales, URH, Port au Prince, Haïti, 2023, p.205

³⁰ MUGALU SADIKI, J., la construction de l'identité régionale commune : une occasion ratée pour l'intégration économique de l'Afrique des grands lacs. International journal of scientific research and engineering development, volume 6 Issue 3, may- lune 2023. Available at www.ijred.com. Consulté le 20/04/2026 à 14 heures 2', pp.5-14

³¹ HUGON, PhD, « Le NEPAD : Nouvelle chance pour l'Afrique ? », in *Afrique contemporaine*, n°204, p.10-26

travers leurs effets induits, permet de mieux illustrer l'impasse dans laquelle se trouvent les sociétés africaines. Elle révèle la vulnérabilité des économies africaines face aux puissances occidentales qui, par le truchement des politiques d'ajustement structurel, soumettent les Etats africains, accablés par le poids de l'endettement, aux conditionnalités du FMI et de la banque mondiale. C'est dire qu'en procédant à l'étude des politiques d'ajustement en Afrique, du moins en exposant leurs grandes orientations, nous rendons compte de la profondeur de la crise du développement en Afrique médiane, mais nous voulons aussi montrer que ces politiques d'ajustement structurel, loin de résoudre les difficultés économiques, ont plutôt redessiné la cartographie de la pauvreté en Afrique médiane, en y intégrant les classes moyennes jusqu'ici épargnées. Les politiques d'ajustement structurel ont redimensionné la problématique développement en aménageant dans les champs discursif de l'analyse économique ce qu'Ela³² appelle « le paradigme de la pauvreté ». L'Afrique médiane est, plus que n'importe quel autre contexte, touché par l'ampleur des défis provoqués par « les dynamiques de la mondialisation de la pauvreté » contrairement aux déclarations de principe de leurs promoteurs, les politiques d'ajustement structurel, contre toute attente, n'ont produit que des résultats limités et n'arrivent plus à convaincre sur leur réelle capacité à résoudre l'équation de la crise du développement en Afrique médiane. En réalité, les résultats auxquels a conduit l'ajustement structurel ont plus contribué à accentuer les remèdes. Pour réaliser l'analyse de ces politiques d'ajustement structurel, nous procéderont comme suit :

- D'abord, rappeler les principes, la philosophie et les stratégies auxquels se réfèrent les politiques d'ajustement structurel ;
- Ensuite, explorer la trajectoire de ce que qu'on pourrait désigner comme les générations de politique d'ajustement et leurs différents réajustement sémantiques ;
- Et enfin, présenter les impacts de ces politiques d'ajustement structurel sur les économies Africaines.

❖ **Innovation technologique et métropolisation**

Fondamentalement, se développer c'est faire les choses différemment. Le développement est donc un processus dynamique qui consiste à remplacer des façons de travailler peu efficaces par des approches nouvelles et plus productives, que ce soit au niveau d'un ménage, d'une entreprise ou de la communauté dans son ensemble.³³ L'Afrique médiane d'aujourd'hui change vite. Sa démographie est très dynamique. Les découvertes de ressources naturelles offrent de nouvelles sources de richesses mais soulèvent aussi des questions complexes de gestion et de partage des recettes générées. La place de l'Afrique médiane dans un monde multipolaire ne cesse d'évoluer, avec l'apparition de nouveaux liens commerciaux et de nouvelles sources d'investissement. Le développement rapide de la téléphonie mobile ouvre l'accès des populations à l'information et à des services nouveaux. Dans ces conditions, l'innovation est une nécessité. Innover, en bref, c'est penser autrement les questions économiques et sociales, et c'est accomplir une mutation technologique. Dans ce domaine, l'Afrique médiane s'apprête à faire un bond de géant et à entrer dans la course aux technologies. Mais l'innovation, ce n'est pas seulement cela. C'est aussi adapter les produits, les services et les business modèles aux conditions particulières de l'Afrique, ce qui veut dire inventer de nouvelles manières d'organiser les institutions publiques et les services publics, et de nouveaux modes d'organisation collective, du niveau local jusqu'au niveau intergouvernemental et transfrontalier. Pour réussir sa transformation économique,³⁴ l'Afrique doit innover à tous les niveaux et enrichir régulièrement son capital humain, social et intellectuel.

L'Afrique, médiane en effet, n'a plus besoin d'adopter passivement les innovations développées sur d'autres continents. Dans de nombreux secteurs, c'est elle qui mène le mouvement. L'exemple le plus connu est peut-être celui des services par la téléphonie mobile, le célèbre système M-Pesa de transfert d'argent stimule le

³² ELA J.M., « Politiques et stratégies de développement : d'une impasse à l'autre », cahiers français, n° 70, pp.75-84

³³ Innovation, compétitivité et intégration régionale, Nations unies: commission économique pour l'Afrique, Addis Abeba, 2016. www.uneca.org. P.-89.

³⁴ BOUCHRA RAHMOUNI, Géopolitique de l'innovation et africain valley : réalité, potentiel et défis, n°19/04, Avril 2019, pp.5-28

développement de nouveaux services de micro-finance rapides et bon marché. Du fait de l'absence d'infrastructure bancaire sur une grande partie de la région, la technologie permet des prêts de pair à pair et supprime le recours au modèle bancaire traditionnel. Les innovations dans cette sous-région se concentrent sur le numérique, la finance, et le développement durable pour répondre aux besoins locaux souvent désignés comme une forme d'innovation « frugale » ou « made in Africa ». Les grandes agglomérations comme Kinshasa, Douala, ou Libreville agissent comme des pôles de concentration économique et démographique, cependant, une grande partie de cette métropolisation est « spontanée » ou « à la carte », se développant sans planification formelle stricte. Cette métropolisation en Afrique médiane offre des opportunités pour la croissance économique mais soulève des défis majeurs en termes de planification, de logement, de mobilité et d'accès aux services de base pour une population jeune et nombreuse. Elle est une transformation profonde qui, bien que largement spontanée, est de plus en plus rythmée par des innovations technologiques et des initiatives locales pour adapter les villes aux besoins des habitants.³⁵

6. Défis d'interconnexion en Afrique médiane

Le défi d'interconnexion est souvent lié aux projets d'infrastructure énergétiques et de transport, elles se concentrent sur la faiblesse des infrastructures, et l'instabilité politique. Les activités d'interconnexion des opérateurs de réseau de télécommunications représentent l'enjeu principal pour la pleine réussite de cette transition vers la concurrence effective des marchés des services de télécommunications. Avant l'ouverture récente à la concurrence des marchés nationaux, les opérateurs historiques s'interconnectaient sur un seul segment, le marché international des télécommunications³⁶. Le phénomène d'interconnexion ne vient pas s'imposer naturellement dans un environnement concurrentiel. Certains éléments caractéristiques de l'économie des réseaux de télécommunication empêchent la mise en pratique spontanée d'accords d'interconnexion entre opérateurs concurrents.

8.1. Défis énergétiques

L'accès à l'énergie est une composante essentielle du développement économique, social et politique. Il favorise le développement individuel via l'amélioration des conditions éducatives et sanitaires. Il permet le développement de l'activité économique par la mécanisation et la modernisation des communications. Il participe enfin à l'amélioration de l'environnement économique en permettant une intervention publique plus efficace, un meilleur respect de l'environnement et le renforcement de la démocratie. Cependant, malgré un potentiel énorme en énergies fossiles et renouvelables, l'Afrique médiane présente des déficits énergétiques importants³⁷. Les ressources de la sous-région sont sous-exploitées, ou exportées sous forme brute, ou bien encore gaspillées lors de l'extraction ou du transport. En conséquence, l'offre disponible pour les populations est largement insuffisante et la consommation d'énergie s'articule essentiellement autour de la biomasse. Doter d'un potentiel en ressources naturelles exceptionnel, notamment en hydrocarbures, en minerais et ressources renouvelables. La majorité des pays sont confrontés à de défis³⁸ tels que :

- La dépendance aux sources d'énergie traditionnelles de faible qualité

La forte dépendance aux énergies traditionnelles de faible qualité (biomasse, charbon de bois) touche plus de 90% de la population en Afrique médiane. Cette dépendance cause une dégradation forestière majeure, une forte pollution intérieure et des risques sanitaires, freinant le développement durable. La transition vers des énergies

³⁵ SYLVY JAGLIN et All, Métropolisation en Afrique subsaharienne : au menu ou à la carte ? disponible sur : <http://doi.org/10.4000/métropoles6065>. Consulté le 01 Février 2026 à 20 heure 45'.

³⁶ CMAE (Conférence Ministérielle Africaine sur l'Environnement) 2023, Aspects environnementaux des minéraux critiques en Afrique dans le cadre de la transition vers une énergie propre, Inédit, p.11

³⁷ NELSON A.-J., La transition vers les énergies renouvelables en Afrique : Renforcer l'accès, la résilience et la prospérité, Banque de développement KfW, Francfort sur-le-Main, 2020, 104, p.34

³⁸ BURHAMA EKA, Les défis liés à la transition énergétique en Afrique subsaharienne : cas de la RD Congo, Collection Affaires publiques et internationales - Mémoires, Université d'Ottawa, 2023, Inédit, p.24

modernes et durables est un défi majeur pour la région, nécessitant de substituer le bois- énergie et d'améliorer l'infrastructure énergétique : Les inégalités entre les pays de la région ; L'intégration régionale insuffisante ; Les contraintes de capacité ; Les points communs et différences à travers l'Afrique ; et La croissance rapide de la population et les changements démographiques.

8.2. Défis techniques et géographiques

La faiblesse des infrastructures physiques en Afrique médiane constitue un obstacle majeur à l'investissement, à une croissance diversifiée et à la réduction de la pauvreté. Le développement des infrastructures permet de réduire les coûts de production et de transaction et, partant, d'améliorer la compétitivité des entreprises et de rendre un pays plus attractif pour les investisseurs étrangers. Les infrastructures ont, certes, beaucoup contribué au récent redémarrage économique de l'Afrique médiane, mais elles devront jouer un rôle encore plus grand si l'on veut réaliser les objectifs de développement du continent³⁹. Des études montrent que dans la plupart des pays de la région, en particulier ceux à faible revenu, le manque d'infrastructures constitue un obstacle au commerce et entraîne une baisse de productivité des entreprises de près de 40%⁴⁰ (Escribano et al. 2008). Il a été par ailleurs relevé qu'un plus grand accès des femmes à l'électricité et aux routes aurait pour conséquence une plus grande production agricole et un meilleur approvisionnement des marchés en produits alimentaires, les femmes représentant 70 à 80% de la main d'œuvre agricole pour la production et la transformation de produits alimentaires sur le continent⁴¹ (Banque mondiale, 2008). Si tous les pays de la région avaient le niveau élevé en matière d'infrastructures, le taux de croissance économique par habitant dans la région augmenterait de 2,2% supplémentaires par an. En Afrique médiane les investissements infrastructurels sont peu élevés, principalement en raison d'un sous-investissement persistant et du fait que le secteur a été négligé durant les années 80 et 90. À cela s'ajoutent des contraintes budgétaires qui limitent la capacité du secteur public à investir dans les infrastructures. Il est d'autres facteurs importants: le fait qu'il n'existe guère de mesures incitatives encourageant le secteur privé à investir dans des projets en rapport avec des biens publics, l'absence de financement stable à long terme, des risques sectoriels élevés et un grand risque macroéconomique résultant de l'instabilité politique et de la mauvaise gouvernance⁴².

Vu qu'il est de plus en plus nécessaire d'intégrer les technologies de l'information et de la communication (TIC) et l'ensemble science, technologie et innovation (STI) pour surmonter les obstacles qui ont été constatés et concrétiser le potentiel de croissance du continent, les pays de la région doivent se doter de meilleures infrastructures en TIC et STI de manière à renforcer la recherche développement et les activités innovantes. S'ajoutant à la percée importante de la téléphonie mobile, les investissements infrastructurels dans ces domaines apporteront une contribution tangible à la croissance du continent⁴³.

1. Géopolitique d'interconnexion en Afrique médiane.

Nous allons analyser cette interconnexion dans le cadre des organisations sous régionales comme la CEMAC. La géopolitique d'interconnexion est un enjeu majeur, axe sur l'intégration des infrastructures énergétiques, numériques et de transport pour pallier l'enclavement de certains pays et stimuler le développement économique. Il existe une interaction dynamique entre l'intégration régionale, l'innovation et la compétitivité. En rapprochant

³⁹ CUSTERS R et GELIN R, Infrastructures en Afrique : chronique d'un mal investissement, Gresea, 2018, p.94

⁴⁰ Escribano A. et All, Impact of Infrastructure Constraints on Firm Productivity in Africa. Document de travail AICD, Banque mondiale, Washington, D.C., 2008, p.45

⁴¹ Banque mondiale, Infrastructure africaine : une transformation impérative, (Rapport AICD), Diagnostic des infrastructures nationales en Afrique, Banque mondiale, Washington, DC, 2009, p.8

⁴² TENEANU et S. et KURBALIJA J., Des voix africaines plus fortes dans le numérique : construire une politique étrangère et une diplomatie africaines du numérique, 2022. Disponible sur: URL <https://www.diplomacy.edu/resource/report-stronger-digital-voices-from-africa>. 2022

⁴³ KPADE J.C et OUINSOU A.C.-A, Rôle des services de télécommunications dans le processus de la transformation structurelle des pays de l'Afrique Subsaharienne, in *Altern. Manag. Econ*, Vol. 4, pp.441-461, <https://doi.org/10.48374/IMIST.PRSM/AME.V4I4.35553>.

les réseaux d'institutions, d'individus et de marchés -fonctions sine qua non pour la mise en marche de l'innovation-tout accord entre deux nations ou plus, si faible soit-il, est un facteur d'innovation et de création d'activités constructives. La pollinisation croisée des idées et des expériences représente un apport important pour les innovateurs, lesquels peuvent utiliser leurs connaissances ainsi renforcées pour adapter et appliquer l'innovation, et se reposer les frontières existantes de l'innovation, et par là même contribuer à affiner la compétitivité au sein d'un même bloc économique. Le processus d'intégration régional, depuis l'avènement de la CEMAC en 1994, semble s'être accéléré notamment par la création d'un certain nombre d'institutions et des efforts notables dans la coordination des politiques économiques sur le plan régional. Un certain nombre de ces mesures sont déjà effectives sur le plan institutionnel. Il s'agit notamment des réformes qui débordent largement la sous-région de la CEMAC comme le traité de l'OHADA (Organisation pour l'Harmonisation du Droit des Affaires en Afrique), celui qui institue la Conférence Interministérielle du Marché des Assurances (CIMA) et celui qui institue la Conférence Interministérielle de la Prévoyance Sociale (CIPRES). En ce qui concerne les réformes limitées aux pays de la CEMAC, on peut noter la réforme fiscale douanière de l'Afrique centrale qui a été réalisée avec succès et qui permet un allègement de la fiscalité dans la zone CEMAC⁴⁴ par la suppression de plusieurs taxes intermédiaires et l'instauration au sein de la zone d'une taxe unique sur le chiffre d'affaires (TCA) et sur la valeur ajoutée (TVA). La création et le fonctionnement efficace de la COBAC (Commission Bancaire de l'Afrique centrale). Interconnexion des territoires en zone CEMAC et conditions d'une croissance endogène sur le plan régional 24 Les pays de la CEMAC ont aussi depuis quelques années mis en place un dispositif de surveillance multilatérale qui a pour objectif la coordination des politiques économiques (budgétaires et monétaires) afin de favoriser la convergence nominale des économies de la zone. On note cependant que de nombreuses institutions prévues lors de la création de la CEMAC ne sont pas encore opérationnelles.⁴⁵ Il s'agit par exemple du Parlement, de la Cour des Comptes régionales. De plus la création de la Bourse des valeurs régionales s'est heurtée à une querelle entre le Cameroun et le Gabon sur la localisation de cette institution.

Le choix de l'implantation de cette structure de financement des entreprises à Libreville a conduit le Cameroun à créer sa propre bourse des valeurs. Production. Il est constitué des facteurs de croissance (communications, services à la production) localisés dans l'espace et générateurs d'externalités d'agglomération (coûts de transaction, effets de taille de marché, externalités de connaissances). La construction d'un capital spatial à la fois sur le plan régional et national est crucial parce que si au sein d'un ensemble de pays participant à un accord d'intégration régionale, un des pays dispose d'un capital spatial plus riche et d'un avantage comparatif important par rapport aux autres, on assistera à une tendance à la polarisation ou à la concentration des activités qui créent des divergences en termes de croissance entre les pays qui participent à un accord de coopération régionale. A l'inverse, l'existence d'un capital spatial à ces deux niveaux (national et régional) conduit généralement plutôt à des effets de diffusion ou de contagion de la croissance en réduisant les coûts de transport, en favorisant les transferts de technologie ou en baissant les coûts de transaction. Le capital spatial sur le plan régional en zone CEMAC reste à construire. Les infrastructures de télécommunications en général et de transport en particulier sont dans un état embryonnaire et constituent donc un obstacle à la mobilité des facteurs de production et des biens dans la sous-région qui sont les principaux canaux de diffusion de la croissance. Toutes ces mesures sont intéressantes et nécessaires dans la mise en œuvre du processus d'intégration régionale en zone CEMAC mais il nous semble qu'elles ne peuvent permettre de parvenir à une intégration réelle dans la sous-région par l'interconnexion des territoires. Une telle intégration encourage l'interaction entre les acteurs privés des divers territoires de l'espace régional qui deviennent ainsi les principaux acteurs du processus d'intégration et favorise les échanges entre les territoires. Pour parvenir à une telle intégration, il est nécessaire de construire, au niveau régional et au sein de chaque pays, un seuil minimal de capital spatial pour interconnecter les territoires et

⁴⁴ Baumont C., « Croissance endogène des régions et espace », in *Célimène F, Lacour Cl, L'intégration régionale des espaces*, Paris, Economica, 1997, pp.23-34

⁴⁵ Cadot O. et All, « L'intégration régionale en Afrique subsaharienne où en sommes-nous ? » in *Mondialisation et les nouvelles priorités commerciales en Afrique Francophone*, 2001, pp.6-18

développer ainsi les échanges entre les pays participants⁴⁶. La notion de capital spatial développée ces dernières années dans de nombreux travaux théoriques est d'un apport important dans l'analyse des processus d'intégration réelle dans les pays en développement en général et en Afrique en particulier. Le capital spatial se définit comme la somme des capacités productives localisées qui concourent à accroître la productivité des autres facteurs de production.

⁴⁶ Léon A. et Akanni-Honvo A., « La croissance endogène régionalisée, Afrique subsaharienne, Asie de l'est et pacifique », in *Hugon Ph.*, La régionalisation comparée en Afrique sub-saharienne et en Asie de l'est, *Revue Tiers Monde*, T. XXXIX, n°155, Juillet-Septembre, 1998, p.55

CONCLUSION

L'Afrique médiane comme toute l'ensemble de l'Afrique peine à tenir debout des années plus tard après les indépendances, la structuration de cette région centre s'évalue en trois phases, la première phase de sa construction tient bien avant les indépendances, la deuxième étape est post-bipolaire et la dernière étape est celle de l'Afrique médiane globalisée vu les différentes mutations du système international. Plusieurs réformes, programmes d'ajustement structurel ont été mis en œuvre dans différents États, les résultats restent décevants, car ces programmes restent de lettre morte sur le plan des faits, ce qui fait que les États d'Afrique médiane se retrouvent parmi les États les plus pauvres et endettés, pas parce qu'ils manquent de moyens, mais parce que l'Afrique souffre d'une élite capable de prendre les bonnes décisions pour l'ensemble de son peuple. Ces États ont hérité des États-nations calqués sur le modèle occidental qui présente des déficits sans précédent et qu'il faut réinventer. L'État postcolonial copie le modèle westphalien européen : frontière, drapeau, armée, sans substance sociologique : pas de nation, pas de contrat social. L'État vis des rentes extérieures moyennant les aides et les appuis diplomatiques, ethniques, ecclésiastiques, il n'a pas besoin de citoyens pour sa survie avec comme conséquence le délaissement et le manque de la protection de la part de l'État, transformant la fonction publique en patrimoine privé, l'administration prédatrice au lieu d'être protectrice. Cette structuration souligne le basculement de la région, longtemps dans l'inaction, vers un espace stratégique central, façonné par des corridors de transport, d'énergie et de télécommunication, elle agit à la fois comme un moteur d'intégration régionale et un facteur de dépendance accrue envers les puissances extérieures. La géopolitique d'interconnexion présente une double face. D'un côté, elle offre une opportunité de développement structurel et d'autonomie via des infrastructures TIC et énergétiques, atténuant les effets de la « balkanisation ». De l'autre, elle accentue les rivalités entre grandes puissances pour le contrôle des ressources et des infrastructures, risquant de faire de l'Afrique médiane un terrain d'affrontement. La réussite de cette restructuration dépend de la capacité des États à dépasser les tracasseries administratives et les coûts illicites sur les corridors. Une élite capable de transformer les échanges en richesses locales, régionales, et d'asseoir une véritable souveraineté.

BIBLIOGRAPHIE

I. TEXTES OFFICIELS, DISCOURS. RAPPORTS.

- Banque mondiale, Infrastructure africaine : une transformation impérative, (Rapport AICD), Diagnostic des infrastructures nationales en Afrique, Banque mondiale, Washington, DC. 2009.

II. OUVRAGES

- AUGUSTIN MANGEMOSI, *La Nouvelle Géopolitique de l'Afrique médiane : la quête congolaise d'une nouvelle vision globale de la géopolitique de l'Afrique médiane*, Editions Universitaires Européennes, I.P.R.I.S., Kinshasa, 2016 ;
- BADIE B. et BIRNBAUM P., *Sociologie de l'Etat*, Paris: Hachette 1983 ;
- BADIE, B., et SMOUTS, M.C., *Le retournement du monde. Sociologie de la scène Internationale*, Paris, PFNSP Dalloz, 1995 ;
- Baumont C., « Croissance endogène des régions et espace », in *Célimène F*, Lacour Cl, L'intégration régionale des espaces, Paris, Economica, 1997 ;
- BONIFACE PASCAL, Les relations internationales pour tous, comprendre le monde, in *Arman Collin*, 2015 ;
- BRAECKMAN C., *Les nouveaux prédateurs, politique de puissances en Afrique centrale*, Paris, Fayard, 2003 ;
- DUMBE III N'kum A., Hitler voulait l'Afrique. Le projet du troisième Reich sur le continent africain, Paris, l'Harmattan, 1980 ;
- Eboué F., La nouvelle politique indigène pour l'Afrique équatoriale française, Paris, office français d'Édition, 1941 ;
- CUSTERS, R, GELIN, R, Infrastructures en Afrique : chronique d'un mal investissement, in *Gresea*, 2018 ;
- KORINMAN Michael, Quand l'Allemagne pensait le monde. Grandeur et décadence d'une géopolitique, Paris, Fayard, 1990 ;
- NGODI E., L'Afrique centrale face à la convoitise des puissances : De la conférence de Berlin à la crise de grands lacs, l'Harmattan, Paris, 2010 ;
- MWAYILA TSHIYEMBE, *Questions Africaines post bipolaire*, l'Harmattan, Paris, 2016 ;
- -----, *L'Etat facteurs d'insécurité en Afrique*, Paris, présence Africaine, 1990 ;
- SIMON EKANZA, *L'Afrique et le défi du développement*, l'Harmattan, 2014 ;
- ZARTMAN I.W., L'effondrement de l'Etat. Désintégration et restauration du pouvoir légitime. USA, Colorado, Nouveaux Horizons 1995 ;
- Zaidi Laidi, 1993, *L'ordre mondial relâché. Sens et puissance après la guerre froide*, Paris, PFNSP.

III. ARTICLES DOCUMENTS ET REVUES

- ABDELALI NACIRI, l'Afrique et les défis du XXI^{ème} Siècle : reconnexion de l'Afrique à l'économie mondiale, Sénégal, in *Codesria* 2016 ;
- BOUCHRA RAHMOUNI, Géopolitique de l'innovation et africain valley : réalité, potentiel et défis, n°19/04, Avril 2019 ; .
- Cadot O. et All, L'intégration régionale en Afrique subsaharienne où en sommes-nous? in *Mondialisation et les nouvelles priorités commerciales en Afrique Francophone*, 2001 ;
- ELA J.M., Politiques et stratégies de développement : d'une impasse à l'autre, in *Cahiers français*, n° 70 ;
- Escribano A., et All, Impact of Infrastructure Constraints on Firm Productivity in Africa. Document de travail AICD, Banque mondiale, Washington, D.C. 2008 ;
- HUGON Ph., Le NEPAD : nouvelle chance pour l'Afrique ?, in *Afrique contemporaine*, n°204 ;

- Léon A. et Akanni-Honvo A., La croissance endogène régionalisée, Afrique subsaharienne, Asie de l'est et pacifique, in Hugon Ph., *La régionalisation comparée en Afrique sub-saharienne et en Asie de l'est*, Revue Tiers Monde, T. XXXIX, n°155, Juillet-Septembre, 1998 ;
- NELSON A.-J., La transition vers les énergies renouvelables en Afrique : Renforcer l'accès, la résilience et la prospérité, Banque de développement KfW, Francfort sur-le-Main, 2020 ;
- NTUMBA EBODE, J., « la redistribution de la puissance en Afrique médiane CEMAC : la nouvelle configuration des alliances sous régionales » dans Ewangué Jean Lucien, Enjeux géopolitique en Afrique centrale, Paris, le harmattan, 2009 ;
- Nlandu Mayamba T., refonder l'Etat en Afrique, Reconstruction / refondation des Etats en Afrique : les défis de la gouvernance, Regards croisés, revue trimestrielle juin 2006, Goma, N°17 ;
- YVES LA COSTES « Géopolitique d'une autre Afrique médiane » Hérodote, in *Revue de géographie et géopolitique*, n° 86/87.

IV. THESES ET MEMOIRES DE D.E.S

- BURHAMA EKA, Les défis liés à la transition énergétique en Afrique subsaharienne : cas de la RD Congo, Collection Affaires publiques et internationales - Mémoires, Université d'Ottawa, 2023, Inédit ;
- GRÜNDER Horst, Geschichte der deutschen Kolonien, Paderborn, Schöningh, 1991, Cité par MEYER Angela, L'intégration régionale et son influence sur la structure, la sécurité et la stabilité d'États faibles. L'exemple de quatre États centrafricains, Thèse de Doctorat en Science Politique, Institut d'Études Politiques de Paris, 13 Décembre 2006 ;
- MUGALU SADIKI J.B., Héritage colonial et construction de l'identité commune dans les États de la région des Grands Lacs Africains : Une thérapie à la crise régionale, Projet de Thèse doctorale, Faculté de Management International, Département des Sciences politiques et Sociales, URH, Port au Prince, Haïti, 2023 ;
- NGODI Stanislas, «Ressources géostratégiques et rivalités des puissances en Afrique centrale», Mémoire de DEA, Université Marien Ngouabi, 2004 ;
- CMAE (Conférence Ministérielle Africaine sur l'Environnement) 2023, Aspects environnementaux des minéraux critiques en Afrique dans le cadre de la transition vers une énergie propre, Inédit.

WEBOGRAPHIES

- BRAHIM ELMORCHID, Ajustement des réformes en Afrique : la condition d'un développement réussi, Codestria, [http // publication. codesria.org](http://publication.codesria.org) ;
- JULES K. et LUDOVIC BORIS, Mittelafrika, et la première guerre mondiale (1890-1918) in *Academia .edu*, <https://www.academia.edu> ;
- CEMAC : Vers une économie régionale intégrée et émergente, programme économique régional, Volume 1, Rapport fin, Octobre 2009 ;
- D'après le document contextuel publié par l'ECDPM en Mars 2017, disponible sur : www.ecdpm.org/pedro/backgroundpapers ;
- KPADE, J.C, OUINSOU, A.C.-A., Rôle des services de télécommunications dans le processus de la transformation structurelle des pays de l'Afrique Subsaharienne. *Altern. Manag. Econ.* Vol. 4, 441-461. https://doi.org/10.48374/IMIST.PRSM/AME_V4I4.35553 ;
- MUGALU SADIKI, J., La construction de l'identité régionale commune : une occasion ratée pour l'intégration économique de l'Afrique des grands lacs. *International journal of scientific research and engineering development*, Volume 6 Issue 3, May- June 2023. Available at www.ijrsred.com ;
- Innovation, compétitivité et intégration régionale, Nations unies: commission économique pour l'Afrique, Addis Abeba, 2016. www.uneca.org ;
- SYLVY JAGLIN et All, Métropolisation en Afrique subsaharienne : au menu ou à la carte ? [http //doi.org /10 4000/métropoles 6065](http://doi.org/10.4000/métropoles.6065) ;

- TENEANU S. et KURBALIJA J., Des voix africaines plus fortes dans le numérique : construire une politique étrangère et une diplomatie africaines du numérique, 2022. DiploFoundation. URL <https://www.diplomacy.edu/resource/report-stronger-digital-voices-from-africa.2022>.